

6 OCT. 2022

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du
à l'encontre de la société MARGNES ENERGIE concernant le parc éolien exploité sur le
territoire de la commune de FONTRIEU**

Le préfet du Tarn,

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- VU** le décret du Président de la République du 28 mai 2018 portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- VU** le permis de construire PC n° 08115304 G1001 délivré le 7 mars 2005 ;
- VU** l'accusé réception d'antériorité délivré le 10 août 2012 à la SAS Margnès Energie, confirmant que les 5 éoliennes situées au lieu-dit « Puech Cornet » au Margnès sont classées sous la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées, relevant du régime de l'autorisation ;
- VU** l'accusé réception d'antériorité délivré le 10 août 2012 à la SAS Singladou Energie, confirmant que l'éolienne située au lieu-dit « Puech Cornet » au Margnès est classée sous la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées, relevant du régime de l'autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 août 2021 autorisant le regroupement des éoliennes, et leur exploitation par la société MARGNES ENERGIE suite à la fusion absorption de la société SINGLADOU ENERGIE ;
- VU** l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui dispose que « *L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit* » ;
- VU** le courrier du 26 juillet 2022 adressé à la société MARGNES ENERGIE, lui transmettant le rapport de l'inspection des installations classées ainsi que le projet du présent arrêté, et l'invitant à formuler des observations ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à ce jour ;

CONSIDÉRANT que l'article L.511-1 du code de l'environnement vise les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique et que les oiseaux et les chiroptères sont donc des intérêts à protéger ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « [...] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 28 juin 2022 et du contrôle documentaire effectué à son issue, l'inspecteur des installations classées a constaté l'envoi de déchets dangereux vers des installations non autorisées à transiter ces déchets ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ce manquement présente des enjeux pour la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn ;

Arrête

Article 1- Mise en demeure

La société Margnes Energie dont le siège social est situé 336 avenue de Paris - 79000 NIORT et exploitant un parc éolien sur la commune de FONTRIEU, est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté, les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Publication et information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 - Exécution

Le secrétaire général, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 – Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Fait à Albi, le **- 6 OCT. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres



François PROISY